



DYNAMIQUE DU RADICALISME ISLAMISTE ET INTERVENTIONS DU PNUD AU TCHAD



Programme des Nations Unies pour le Développement

UNDP CHAD

Route de Farcha, Rond-point de la Francophonie, Villas des Hôtes N'Djamena Tchad.

Tél : +235 22 51 57 57

Fax : +235 22 51 93 30

Email : registry.td@undp.org



Partenariat avec

Le Conseil supérieur des affaires islamiques

*Au service
des peuples
et des nations*

Projet financé par le Gouvernement Japonais





Au service
des peuples
et des nations

La réponse intégrée du PNUD en matière de développement afin de prévenir l'extrémisme violent en Afrique : Cap sur le bureau pays du Tchad !

Face à l'essor du phénomène de l'extrémisme violent et terrorisme en Afrique, le PNUD a adopté une réponse intégrée en matière de développement afin de prévenir l'extrémisme violent au Sahel, dans le bassin du lac Tchad, la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique. La réponse stratégique du PNUD prend en compte les lignes de clivage, les risques et les menaces sur les plans socio-économique, culturel et institutionnel, aux niveaux des communautés, des pays et des sous-régions. Les principaux résultats attendus sont les suivants :

1. Désengagement et réintégration des jeunes radicalisés grâce à des programmes de contre-propagande ;
2. Communautés devenues résilientes grâce à une gouvernance locale inclusive et efficace ;
3. Coexistence pacifique due à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix ;
4. Capacité d'alerte rapide renforcée aux niveaux national et régional afin d'atténuer les menaces transfrontalières ;
5. Amélioration des moyens d'existence liée à la résilience des communautés et des institutions face à l'incidence de l'extrémisme violent.

Le bureau pays du PNUD au Tchad met en œuvre depuis 2016 un projet d'appui à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans la région du Lac Tchad et dans la partie Sud du pays (Logone oriental, occidental, moyen Chari). En plus d'être aligné aux différents cadres de référence en matière de développement au Tchad¹, ce projet s'inscrit dans **l'approche développement** proposé par le Bureau Régional d'Addis-Abeba en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Les trois produits du projet sont les suivants :

1. Le cadre légal et institutionnel de lutte contre le terrorisme est efficace et intègre les principes fondamentaux des droits de l'homme ;
2. Les institutions religieuses et la société civile participent efficacement à la résilience communautaire face aux conflits, à la radicalisation et à l'extrémisme violent ;
3. Les communautés, les jeunes et les femmes en particulier réduisent leur vulnérabilité socio-économique et sont capables de prévenir l'extrémisme violent et à la radicalisation.

A propos du document

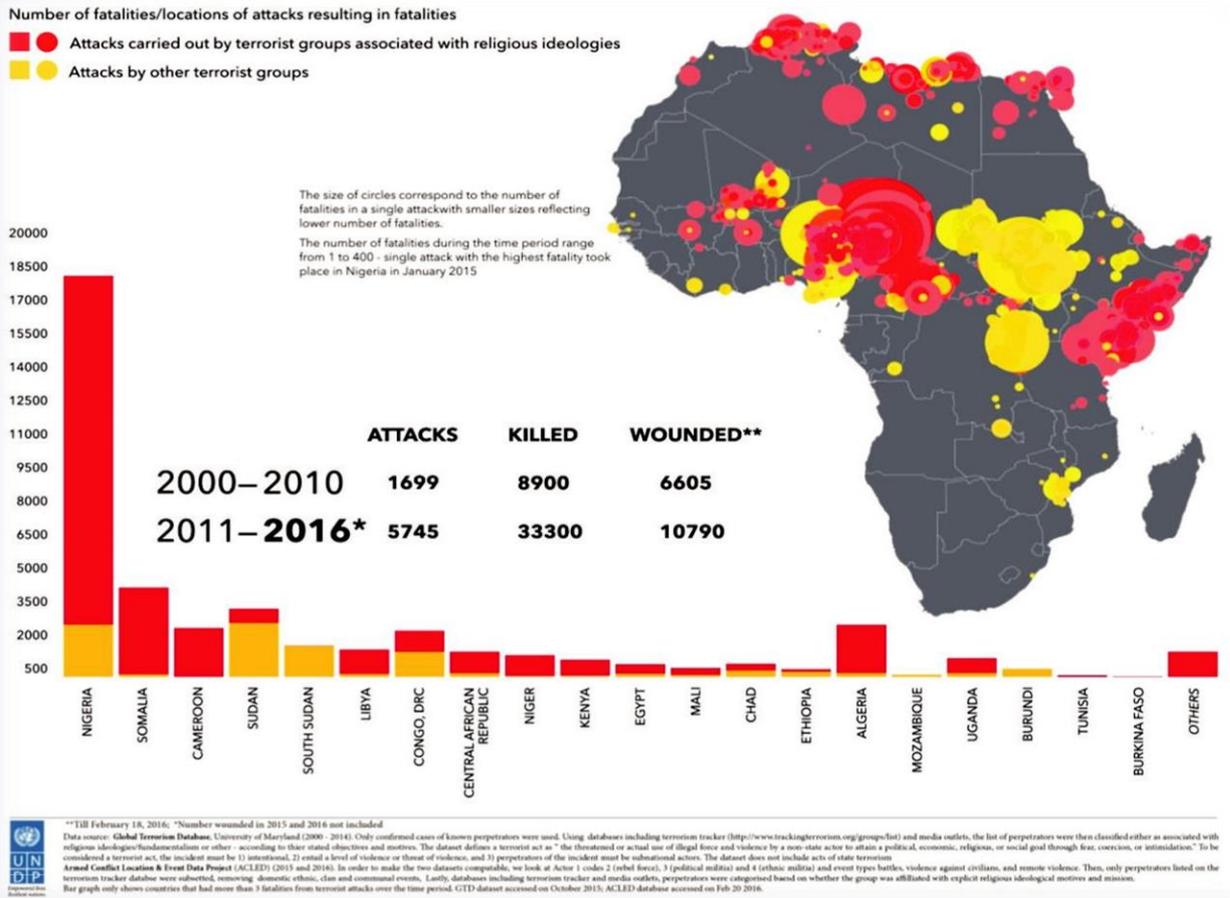
Ce document présente le travail du bureau Pays en partenariat avec le conseil supérieur des affaires islamiques du Tchad, dans la mise en œuvre des activités au profit des acteurs religieux. Il met en évidence non seulement l'importance de la prise en compte des aspects religieux dans la mise en œuvre des interventions PVE dans la région Sahélienne, mais présente aussi l'approche intégrée du bureau pays afin de prévenir les violences extrémistes. Ainsi, le PNUD Tchad veut contribuer à la production de connaissances sur la problématique PVE dans les régions sahéniennes et particulièrement au Tchad. Ce document pourrait améliorer la compréhension de la dynamique du radicalisme islamiste et par ricochet les interventions PVE et la formulation de programmes qui tiennent compte les réalités socio-culturelles et religieuses dans les zones sahéniennes et particulièrement au Tchad.

Coulibaly Bakary Shighata
Suivi-evaluation et communication
Projet d'appui à la lutte contre la radicalisation
UNDP CHAD

¹ Il s'agit du Plan quinquennal 2017-2021, de la vision Tchad 2030, de l'UNDAF, du CPD 2017-2021, du plan stratégique du PNUD 2017-2021.

ZOOM SUR L'AFRIQUE

LES GROUPES SE REVENDIQUANT DE L'IDEOLOGIE ISLAMIQUE RESTENT AVANT TOUT LES PRINCIPAUX MOTEURS DES ATTAQUES TERRORISTES EN AFRIQUE



Source: Preventing and responding to violent extremism in Africa: a development approach, United Nations Development Programme, Regional and Multi-Country Project Document, 2016.

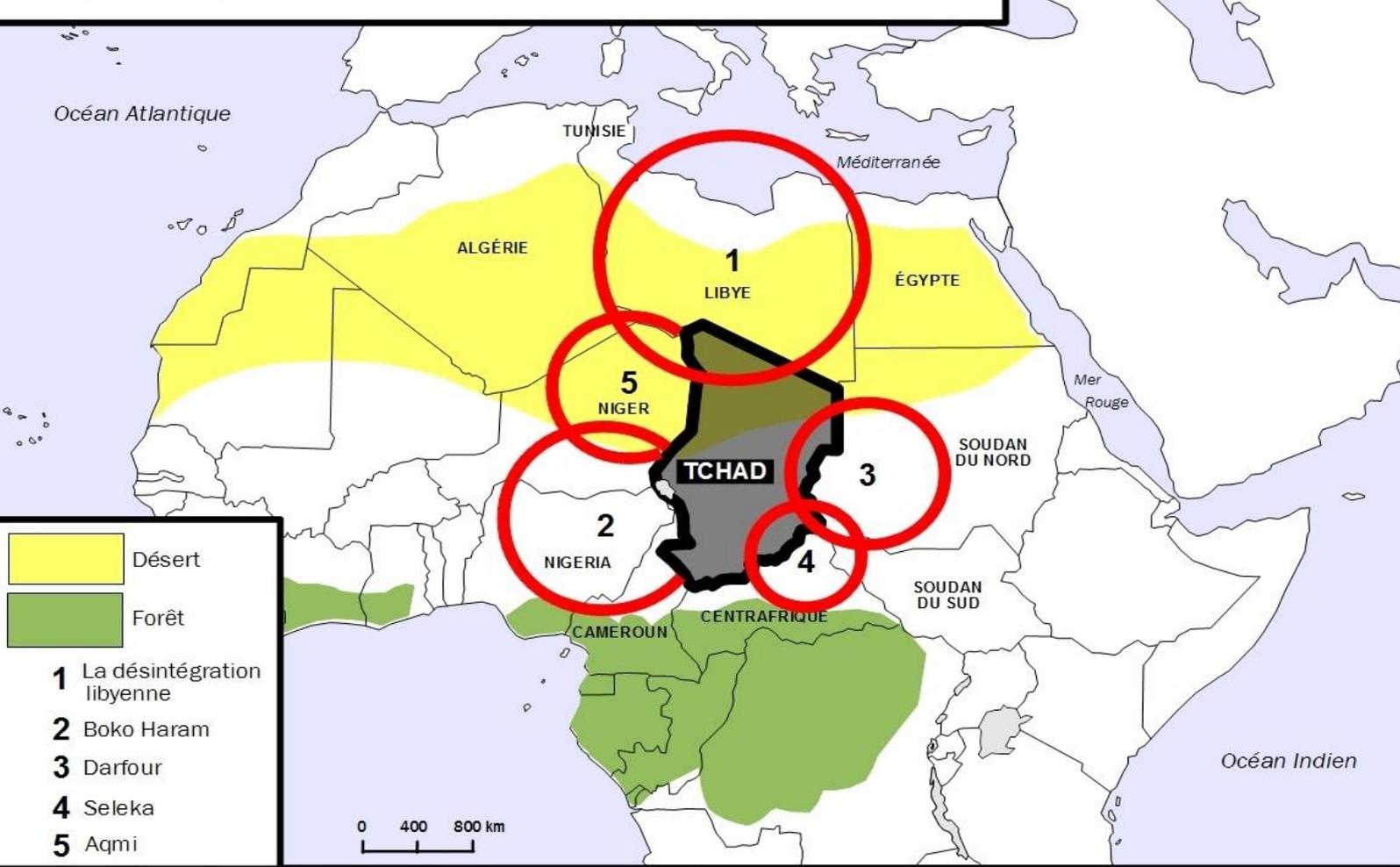
ACCORDER UNE PLACE DE CHOIX A LA DIMENSION RELIGIEUSE DANS LES INTERVENTIONS PVE EN AFRIQUE

La carte ci-dessus révèle que la grande partie des violences extrémistes sont à l'actif des groupes se revendiquant de l'idéologie islamique. Cela fait de la dimension religieuse, un élément important à prendre en compte dans les interventions PVE en Afrique. Depuis 2011, ces mouvements démontrent des interconnexions et ramifications avec un effet de contagion d'un Etat à un autre.

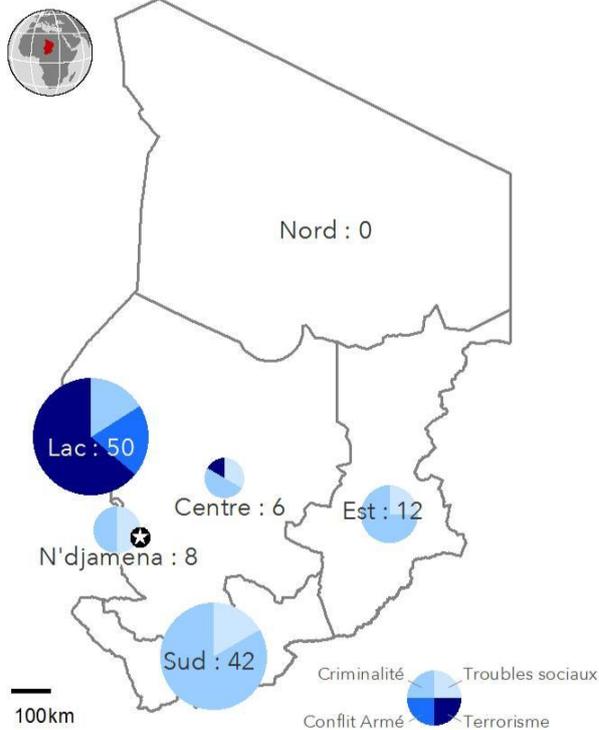
Basé à Maiduguri dans la région excentrée du Borno, à la frontière du Niger, du Tchad et du Cameroun, le mouvement Boko Haram a réussi en moins de deux années à établir ses ramifications dans ses pays voisins. Il en est de même pour les Chabab en Somalie ou Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) implanté au Mali, au Niger, etc.

Même si la nature et le niveau des menaces extrémistes restent bas pour le Tchad comparativement aux autres pays sur la carte, il faut relever l'importance du niveau de menace pour les pays voisins comme le Nigeria, le Cameroun et le Niger, qui constituent une réelle menace pour le Tchad. Le Tchad est sous verrou des violences extrémistes de ses pays voisins.

LE VERROU TCHADIEN



Source : UNDSS-Tchad



Pays	Frontière communes (km)	Superficie (milliers km ²)	Populations 2015 (milliers)	Densité (hab/km ²)
TCHAD	Nigeria 87	1284	14037	9.89
	Niger 1175			
	Cameroun 1094			
CAMEROUN	Tchad 1094	475	23 344	45.2
	Nigeria 1690			
NIGER	Nigeria 1497	1267	19 899	14.1
	Tchad 1175			
	Mali 821			
	Burkina Faso 628			
NIGERIA	Nigeria 87	924	182 202	192
	Niger 1175			
	Cameroun 1094			

Source : Wolfram alpha knowledgebase, 2015

Transfrontaliarité et expansion de Boko Haram dans la zone du Lac Tchad.

Comme le témoigne la carte ci-dessus, le Tchad est sous « verrou de conflits transfrontaliers ». Le PNUD intervient dans la zone 2 de la carte, (région du Lac Tchad, zone de prédilection de Boko Haram).

Le Lac Tchad partage 1284 Km² des frontières communes avec le Nigeria, le Niger, et le Cameroun (Zone 2 et 5 de la carte ci-dessus). Une enquête réalisée par l'équipe du projet en Décembre 2016, relève que les zones insulaires du Lac Tchad constituent le principal bastion et vivier de recrutement de Boko Haram. Les zones insulaires constituent un archipel de plus de 400 îles. Ni l'Etat Tchadien, ni les partenaires au développement n'ont réussi à fournir des services de base adéquats (éducation, santé, etc.) aux populations de ces localités.

L'inaccessibilité de ces îles, dues aux contraintes environnementales (accès possible que par pirogue), favorise l'expansion des groupes terroristes dans la région. Les tensions intercommunautaires tendent à se développer du fait de la faiblesse des services publics de base, de la dégradation des ressources naturelles, des difficultés croissantes de l'agriculture et pastoralisme, et du déclin du mode de vie nomade.

ISLAMISATION DE LA SOCIÉTÉ TCHADIENNE

MIEUX COMPRENDRE, POUR BIEN INTERVENIR

« De la pénétration islamiste à l'essor de l'islamisme politique »

LES QUATRE PHASES D'ISLAMISATION DES POPULATIONS TCHADIENNES

L'islamisation du Tchad du IX^{ème} siècle à aujourd'hui peut s'appréhender à travers quatre phases :

La première phase : la phase antécoloniale

Elle s'est faite par les sunnites entre le IX et le XVIII^{ème} siècle. On peut la qualifier d'islamisation descendante (par le haut). Cette islamisation a protégé sur une petite partie de la population. Elle a été conduite par des Sunnites (Magrébin et andalou) en particulier. C'est le commerce transsaharien qui a permis son expansion.

La deuxième phase : la phase coloniale

Il s'est agi d'une réislamisation confrérique. A l'inverse de la première phase, celle-ci a été ascendante (par le bas). Elle a été menée en grande partie par les Tijani, Qadiriya, Mouridiya dans la période du XIX au XX^{ème} siècle.

La troisième phase : la phase postcoloniale

Cette dynamique d'islamisation a été portée par les Tabligh, frères musulmans, Salafie, Wahhabiya, sous le poids des pétromonarchies arabes dans la période du XXI^{ème} siècle. On peut la qualifier de l'ère de l'islamisation matérialiste, guidée par la théocratie Wahhabite d'Arabie et les pétromonarchies du Golf (don d'argent pour la construction d'infrastructures religieuses, etc.).

La quatrième phase : l'islamisme socio-politique

Cette tendance se caractérise par des tendances islamistes qui s'engagent de plus en plus dans les questions socio-politiques et culturelles. Cette tendance islamiste évolue vers l'horizon de la citoyenneté, de l'égalité et de l'identité socio-culturelle. Cette tendance est séduisante pour une jeunesse en quête de repères sociaux, de travail décent, de justice et d'égalité.

crédit photo : OCHA



CONFIGURATION ACTUELLE DE LA COMMUNAUTE ISLAMIQUE TCHADIENNE : LES RADICAUX (SALAFISTES) ET LES MODERES (SOUFIES) :

Le paysage islamique tchadien est aujourd'hui composé de deux grandes tendances : les Soufies et les Salafistes ; composées chacune de plusieurs sous-confréries.

Le Soufisme est un islam qui puise ses racines des traditions Africaines. C'est un islam modéré qui bénéficie d'une reconnaissance légale des autorités administratives et politiques tchadiennes. Quant au Salafisme Wahhabite, il est sous forte influence saoudienne et plutôt radical.

Aujourd'hui, la branche Salafite Wahhabite est fortement implantée dans toute la région Sahélienne. Avec les grands moyens financiers octroyés par les pétromonarchies saoudiennes, ils arrivent à séduire une grande partie de la jeunesse. Les prédicateurs salafistes sont généralement de grands théologiens formés grâce aux financements Saoudiens dans de grandes universités régionales et occidentales. Les prédicateurs sont très instruits et utilisent les réseaux sociaux pour toucher un maximum de jeunes.

Les idéologies du Salafisme wahhabite deviennent de plus en plus des repères pour une grande partie de la jeunesse musulmane exclue du marché de l'emploi et victime de l'injustice sociale. Le Wahhabisme devient de plus en plus un mouvement religieux de transformation sociale.

« Les jeunes tournent progressivement le dos au Soufisme, car de plus en plus inadapté aux préoccupations spirituelles et existentielles du moment. Il faudrait améliorer le contenu des enseignements Soufies et renforcer les capacités des leaders religieux modérés (Soufies). »

Leader religieux, Conseil supérieur des affaires islamiques

Selon nos interviewés, les divergences qui opposent les confréries religieuses (modérés et radicaux) ne permettent pas d'augurer une désagrégation de la société. La vraie menace à craindre dans les centres urbains du Tchad, est soit une récupération de l'idéologie des islamistes radicaux par des groupes socio-professionnelles et classes sociales marginalisées (jeunes, communautés marginalisées, etc.), soit une ramification des groupes associés à Boko Haram. Il faudrait très vite entreprendre des actions de prévention.



DE L'EXTENSION AUX RAMIFICATIONS DE BOKO HARAM DANS LA REGION DU LAC

BOKO HARAM

Fondé par son leader spirituel Mohammed Yusuf en 2009, l'organisation Boko Haram tient à la fois de secte et de mouvement social. Les fidèles, eux, ne se reconnaissent pas dans l'appellation Boko Haram et préfèrent signer leurs communiqués du nom de *Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad* (« les disciples du Prophète pour la propagation de l'Islam et la guerre sainte »). La secte réclame une application intégrale du droit coranique et rejettent la modernité du Sud du Nigeria, dont « l'éducation » dévoyée est considérée comme un « péché » (ce serait la signification du nom Boko Haram) selon les ouvrages consultés et les personnes rencontrées. Aujourd'hui, à mesure qu'il gagne du terrain, Boko Haram prend l'ampleur d'un mouvement de protestation sociale.



Crédit photo : A. Arnaud / Tchad-jeunes extrémistes (BH).

SON EXTENSION DANS LA REGION DU LAC

Quatre facteurs prépondérants sont à la base de l'extension rapide de Boko Haram dans la région du lac.

Le changement climatique

Avec la baisse des eaux du lac Tchad apparaissent des centaines d'îles sur lesquelles viennent s'installer progressivement des populations rurales. Il se crée dans la zone insulaire de nombreux bourgs et campements fragmentés qui deviennent incontrôlables du point de vue démographique, sécuritaire, etc. La secte Boko Haram utilise ordinairement des pinasses/pirogues-hors-bord pour avoir accès à ses îles (comme le témoignent les attaques sur les îles de Karamga, 2015/Kaiga Kindjiria 2017). La dernière enquête exploratoire de l'équipe du projet révèle que la secte dispose de ramifications dans les campements des zones insulaires. Pris entre pauvreté et autarcie vis-à-vis du territoire tchadien doté de services de base, des populations rurales sont devenues à tort ou à raison des partisans de la secte ([lire l'article 001undp Chad](#)).

Les leaders religieux retournés de l'Etat de Borno, base originelle de Boko Haram au Nigeria

La majorité des instructeurs islamiques de la région se rendent généralement au Nigeria pour des formations islamiques (*dans l'Etat de Borno*). Il n'existe pas de contrôle du contenu des prêches et du curricula de formation à leur retour. L'organisation des leaders religieux de Bol a du mal à assurer le suivi des activités des institutions d'éducation islamique.

Cette situation favorise l'émersion d'imans autoproclamés qui exercent des missions de prosélytisme (*fanatisme*). Certains leaders religieux revenus du Nigeria constituent ainsi des acteurs de l'extension de la secte dans la région du Lac.

L'absence exclusive et effective de l'Etat dans les zones frontalières

Avec ses 1 284 000 Km², le Tchad s'étend sur 1700 Km du Nord et 1000 Km de d'Est à l'Ouest. La présence effective du Tchad devient problématique dès lors que l'Etat ne dispose pas de ressources financières conséquentes pour assurer sa présence effective et exclusive sur l'ensemble de son territoire. Les régions du Tchad connaissent des disparités de développement avec un accent particulier sur les zones périphériques qui manquent cruellement de services socio-éducatif, économiques et sanitaires. Avec la forte médiatisation des crises humanitaires-sociales, le Lac Tchad a bénéficié ses dernières années de multiples appuis de l'Etat et des partenaires au développement. Cependant, certaines localités frontalières au Cameroun, au Niger et au Nigeria (*Kangalloum, Tataverom, Tchoukoutalia, Djilkori, etc.*) demeurent de véritables « *no man's land* ».

La gestion des frontières face aux épineuses questions identitaires et sécuritaires

Les espaces frontaliers constituent des zones de brassage culturel, au sein desquels circulent des biens et des populations au mode de vie nomade (e.g les Kanouri à cheval entre le Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria). Face aux menaces des pays voisins et durcissement des contrôles des forces de l'ordre, certaines communautés subissent des exactions policières, des stigmatisations et des regards de méfiance. Cet état de fait favorise la cristallisation des rapports sociaux et l'émergence de conflits communautaires. Outre, face à la situation précaire de la jeunesse des localités frontalières, l'offre idéologique des réseaux extrémistes fait miroiter un espace de justice. Le trafic de stupéfiant et d'armes devient de plus en plus une activité lucrative pour une partie de la jeunesse.



Au service
des peuples
et des nations

LES ACTIONS DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DU CONSEIL SUPERIEUR DES AFFAIRES ISLAMIQUE POUR ENDIGUER LE RADICALISME ISLAMISTE AU TCHAD

Un engagement du plus haut niveau de l'Etat

Le 04 Juin 2016, le Président Idriss Déby a visité la région du Lac et a annoncé le versement d'une subvention de 5 milliards de Francs CFA, environ 8,5 millions de Dollars US, destinée à la mise en place de programme de développement urgents dans les domaines de la santé, de l'éducation, et de l'eau. Il a aussi demandé aux responsables du gouvernement de s'impliquer davantage dans les programmes de développement et d'effectuer un suivi pointu des investissements réalisés.

Les actions du Ministère de la sécurité publique et de l'immigration

Le Ministère dispose d'une direction des affaires religieuses et coutumières. Cette direction a en charge le contrôle des activités des confréries et associations religieuses. Une autorisation de fonctionner est obligatoire avant toute activité religieuse. Le Ministère collabore avec le Conseil supérieur des affaires islamique pour le contrôle des activités religieuse sur le territoire. Outre, des agents de renseignement se camouflent parmi les fidèles des mosquées pour écouter les prêches et dénoncer aux autorités militaires les leaders radicaux.

Les services de renseignements

Les renseignements constituent l'un des moyens le plus utilisé par les autorités publiques. Presque tous les secteurs d'activités sont inféodés par des agents de renseignements qui fournissent des informations aux autorités en charge de la sécurité.

La mise en place d'un conseil supérieur des affaires islamiques

Le conseil supérieur des affaires islamique est la seule institutions reconnue par les autorités publiques pour le contrôle de l'action des acteurs religieux sur tout le territoire Tchadien. Ses prérogatives vont au-delà de l'exercice en tant qu'acteur de la société civile. Il officie en matière de reconnaissance légale des associations religieuses pouvant bénéficier d'une autorisation de fonctionner, il contrôle les prêches des prédicateurs et imams des mosquées, assure l'intégrité moral et physique de la religion islamique au Tchad. C'est à travers cette organisation que les autorités font circuler des messages à la communautés musulmanes vivant au Tchad.

Les Ministres chargés de la sécurité et des cultes du G5 sahel face à la prise en compte des aspects religieux dans la dynamique de la radicalisation dans les Etats sahéliens

Depuis les indépendances politiques, malgré le poids historique et l'ancrage de la religion musulmane dans la société, le Tchad comme bon nombre d'Etats Sahéliens n'ont pas inscrit l'islam dans leur constitution comme religion d'Etat. Une constitution à l'ossature du modèle français a été privilégié, accordant à la laïcité une primauté en lieu et place de la sécularisation.

Pourtant, les Musulmans Salafistes de plus en plus nombreux et influents au Tchad et en zone sahélienne, ne reconnaissent pas le concept de laïcité. Dans le cercle Salafiste, le terme laïcité est remplacé par « athéisme » (ilhad). D'autres groupes musulmans utilise le mot « lâ deniat » qui signifie « sans religion » pour désigner la laïcité. La laïcité est donc perçue comme un choix aliénant, exogène, voire occidental.

A cet effet, le 14 Mai 2015, lors de la réunion des Ministres chargés de la sécurité et des cultes du G5 sahel, l'idée d'une « tropicalisation » de la laïcité est apparue. La déclaration finale stipule : « les pays du G5 sahel considèrent que la religion est un facteur de développement et de paix quand elle n'est pas traitée comme une question marginale à travers des prismes qui favorisent les courants radicaux. De ce fait, la question religieuse devrait être considérée dans sa transversalité, dans la gestion de la problématique de développement humain ».

Jusqu'à ce jour, les Etats membres du G5 Sahel n'ont pas encore apporté une réponse appropriée au problème de la laïcité, qui constitue pourtant une des revendications fondamentales des groupes extrémistes.



**Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat
du G5 Sahel**
Bamako, le 6 février 2017





Au service
des peuples
et des nations

LES SYSTEMES D'AUTO-DEFENSE COMMUNAUTAIRE : ENTRE ENFREINTE A LA LIBERTE DE CIRCULATION ET PROTECTION SOCIALE

QUELQUES FAITS MARQUANTS :

- Le 11 juillet 2015, le marché de N'Djamena était frappé par un kamikaze déguisé en femme ;
- Un mois avant, le 15 juin, deux explosions visaient l'école de police et le commissariat central ;
- Deux femmes en possession de grenades et de mines antipersonnel dissimulées dans des bidons coupés et recousus avec du fil de fer étaient arrêtées à Toubia, localité proche de N'Djamena, après avoir traversé le Cameroun et venant du Nigeria ;
- L'insécurité dans le nord du Cameroun entraîne la fermeture de l'axe Douala-Maroua-N'Djamena. Les camions doivent emprunter une route de contournement traversant Moundou et Bongor, avec pour conséquence le passage de 4 à 6 jours de trajet, et une augmentation du prix des denrées sur les marchés tchadiens.



crédit photo : Yvan Brandau/OCHA Brandau-Bagasola

Les groupes d'auto-défense communautaire

Depuis les premières violences de Boko Haram dans la région du Lac, le système d'auto-défense communautaire a consisté à la mise en place de comité de surveillance des lieux publics. Ces comités sont composés de volontaires (jeunes filles et garçons) qui contrôlent les entrées-sorties des personnes dans des endroits clés (mosquées, marchés, écoles, lieux de rassemblement de personnes). Ils sont rémunérés en vivres et non-vivres avec le soutien financier de la Mairie et le Gouvernorat.

Les accusations de violation des Droits de l'homme

Les populations déplorent le racket et souvent les fausses accusations de la part de certains agents desdits comités à des fins lucratives. Selon les interviewés, les agents des groupes d'auto-défense travaillent en collaboration avec les forces de l'ordre. Lorsqu'ils suspectent une personne de par sa tenue (ruban, boubou, etc.), ou par absence de documents administratifs (pièce d'identité), les forces de l'ordre sont immédiatement alertées pour conduire cette personne au poste de police. Souvent les cartes de membre de parti politique sont requises par les agents. Cette situation engendre un climat de méfiance et de crainte au sein des populations.

Les actions de renforcement des capacités envisagé par le PNUD

Le PNUD entend former les acteurs locaux en la mise en place d'un système d'alerte précoce intégré (SAPI). Ce système devrait permettre de favoriser la collaboration des différentes compositions de la communauté (*autorités locales, force de l'ordre, populations, associations, etc.*). Des formations au respect des Droits de l'homme et à la citoyenneté seront réalisées également au profit des acteurs mentionnés ci-dessus.

PERSISTANCE DU SYSTEME EDUCATIF TRADITIONNEL « ALMAJIRI » DANS LA REGION DU LAC : CATALYSEUR DES IDEOLOGIES EXTREMISTES A CARACTERE ISLAMISTE

Le paysage du système éducatif dans la région du lac est assez hétérogène. Trois systèmes éducatifs coexistent entre complémentarité et divergence. Il s'agit du (enseignement scolaire), du système arabe (enseignement arabe) et du système traditionnel (Almajiri).

Localités	Nbre Filles	Nbre Garçons	Total
Systèmes éducatif moderne (école primaires)			
Bol urbain	4038	6023	10061
Bol rural	4578	5970	9548
Nbre Ecole		86	
Systèmes éducatif arabo-musulman			
Bol urbain	207	135	342
Bol rural	1185	842	2027
Nbre Ecole		14	

Figure 1 : Données d'enquête, délégation régionale de l'éducation nationale (Bol), Mai 2017.

En dépit des interventions publiques pour la « modernisation de l'enseignement » dans les localités de la région, les systèmes traditionnels et arabes continuent d'exister, voir même s'imposer comme système de référence. L'enquête n'a pas pu dénombrer le nombre de Madrassa, Haloua et systèmes d'enseignement traditionnel dans les localités. Cependant, le taux d'absentéisme et les abandons scolaires pour le système éducatif traditionnel, témoignent de la prééminence des systèmes éducatifs traditionnels, dont Almajiri.



Crédit photo : enfant Almajirai en classe, Badaruwa

Système éducatif « ALMAJIRI »

ALMAJIRI est un système éducatif dont l'origine remonterait au IX^{ème} siècle. Il a permis l'alphabétisation de tout le nord Nigérian durant des siècles jusqu'à son effondrement au début du XX^{ème} siècle avec l'instruction du colonialisme Britannique. En raison de la proximité des zones insulaires du lac Tchad avec les villages frontaliers du Nigeria, les populations (particulièrement les Budumas) ont été influencées par le système éducatif ALMAJIRI.

La détestation de l'éducation occidentale chez les militants de Boko Haram reflète aussi la composition sociale d'un mouvement qui recrute beaucoup d'analphabètes et de mendiants itinérants, dont les *almajirai*. Ces derniers sont des élèves coraniques plus faciles à endoctriner. Il conviendrait de réinventer un système éducatif adapté aux exigences du contexte social local.

Réinventer l'école communautaire pour un système éducatif inclusif et ancré aux réalités sociologiques du contexte local ?

Le constat fait lors des visites de terrain, témoigne d'une nécessité de réadapter le système éducatif moderne aux besoins des populations locales. Cette idée de réadaptation n'exclue pas les fondamentaux de l'enseignement moderne (calcul, grammaire, langues, etc.), mais une priorité à l'encadrement des systèmes traditionnels préexistants au niveau local.

Crédit photo : Filles des écoles arabes.



Ne conviendrait-il pas pour les pouvoirs publics et les partenaires au développement d'opérer un dépassement des divergences des systèmes éducatifs ? Ce dépassement ne pourrait-il pas s'appuyer sur les écoles communautaires existantes dans les localités rurales ? L'éducation nationale en vigueur dans bon nombre de pays d'Afrique est-elle assez nationale en intégrant toutes les valeurs historiques et sociologiques des peuples tchadiens ?

Face à la persistance des systèmes d'éducation traditionnelle, ne devrait-on pas accentuer les efforts sur la formation professionnelle et l'accompagnement des initiatives locales, au lieu de s'obstiner à augmenter le nombre d'écoles qui demeurent jusqu'à ce jour rejetées et par les élèves et par les parents d'élèves ?

Existe-t-il de réelles perspectives d'emploi pour les jeunes inscrits dans les « écoles modernes » au Tchad ? des questions à méditer !



Au service
des peuples
et des nations

ANALYSE STATISTIQUE ET VISION PROSPECTIVE DE LA DYNAMIQUE DE L'EXTREMISME VIOLENT DANS LA ZONE DU LAC TCHAD

Pays	Taux de fécondité	Population de moins de 15 ans (%)	Alphabétisation jeunes 15-24 ans (%) 2015	Alphabétisation adultes (%) 2015	Espérance de vie 2010-2015	Revenu annuel brut/habitant (USD)
TCHAD	6.31	48	52.7	40.2	51.1	2130
CAMEROUN	4.81	43	83.8	75	54.9	2940
NIGER	7.63	52	26.6	19.1	60.7	950
NIGERIA	5.74	43	72.8	59.6	52.3	5680

Figure 2 United Nations Department of Economic and Social Affairs/Population Division 21 World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables. UNESCO.

Pays	IDH 2014	Corruption dans le secteur public /174 Pays	Indice de démocratie/167 Pays
Cameroun	152	136	130
Niger	187	103	115
Nigeria	152	136	121
Tchad	184	154	165

Figure 3 : PNUD, Transparency International, The Economist Group

LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT : UNE NOUVELLE FORME DE VIOLENCE EXTREMISTE EN INCUBATION DANS LA ZONE DU LAC TCHAD

Selon les estimations de la SODELAC, le Lac Tchad pourrait assurer les besoins en eau à plus de 30 millions d'habitants qui dépendent de l'exploitation de ses multiples ressources. Toutefois, plusieurs effets conjugués (climat, pressions anthropiques...) ont provoqué une réduction de la superficie du lac, la faisant passer de 25000 à 1350 km² en moins de cinquante ans.

A cela s'ajoute la menace Boko Haram qui engendre des vagues de mouvements des populations. La pression démographique, la rareté des ressources, la sédentarisation et le changement de mode de vie nomade entraînent déjà des conflits inter et intra-communautaires dans les zones rurales.

Dans un tel contexte, l'idée de constater un ralliement de certaines communautés à la cause des groupes extrémistes (Boko Haram, Aqmi) est à prendre en considération. En effet, il faut craindre que dans les stratégies d'appropriation foncière et de contrôle des ressources, certaines communautés marginalisées ne fassent allégeance à des groupes extrémistes.

AMELIORER LA GOUVERNANCE DES PAYS DE LA REGION SAHALIENNE

L'un des défis à long terme consiste à convaincre les Etats membres d'investir dans la prévention de la radicalisation et en amont, plutôt que de constamment réagir aux crises avec des réponses sécuritaires et répressives qui peuvent être contreproductives. La bonne gouvernance doit être pratiquée par les quatre Etats pour endiguer l'avancée de la menace des violences extrémistes dans la région.

DES TENDANCES STATISTIQUES INQUIETANTES !

Les tendances statistiques actuelles témoignent que les quatre pays (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad) reposent sur le « tic-tac d'une bombe sociale à retardement ».

En effet, ces pays ont les plus mauvaises notes en termes de développement, sécurité, éducation, gouvernance, etc. Outre, plus de la moitié de leurs populations respectives est composée de jeunes de 16 à 30 ans. Le revenu annuel brut par habitant est le plus bas dans ces pays et le système éducatif moderne rivalise avec des formes d'enseignements traditionnels dont le contenu pédagogique et les débouchés socio-professionnels restent problématiques. Le taux de fécondité des populations annonce une démographie galopante à laquelle il faudrait ajouter les migrations dues aux conflits transfrontaliers (*voir le verrou tchadien sur la carte 2*). La pression démographique et la rareté des ressources foncières pourraient engendrer diverses formes de violence extrémistes qui risquent de prendre une ampleur plus importante que les attaques terroristes.

Crédit photo : Naomi Frerotte/OCHA





Au service
des peuples
et des nations

RADICALISME ISLAMISTE : LES INTERVENTIONS DU BUREAU PAYS DU PNUD

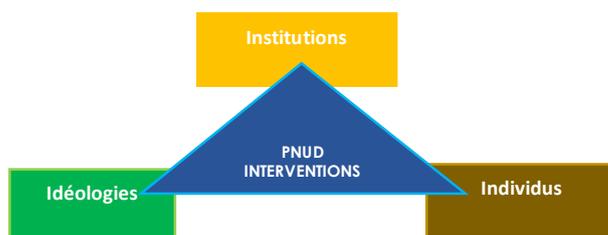


Figure 1 : schémas des interventions du PNUD



Photo PNUD: Carol Flore-Smerezniak, Directrice Pays PNUD TCHAD

Le PNUD : un partenaire privilégié pour endiguer la radicalisation au sein des populations Tchadiennes

Avec une présence dans les 54 États d'Afrique et une présence régionale à Addis-Abeba, en Éthiopie ; à Nairobi, au Kenya ; et à Dakar, au Sénégal, le PNUD est l'organisme de développement des Nations Unies adapté pour endiguer le phénomène de radicalisation à travers une approche intégrant les aspects de développement.

Au niveau régional, le PNUD compte plus de 120 experts techniques dans les domaines de la gouvernance et de la primauté du droit, de la prévention des conflits, de la sexospécificité, de l'autonomisation des jeunes, des moyens de subsistance, de la coordination de l'aide au développement et de l'appui à la réalisation des ODD.

Au niveau national, une équipe du projet d'appui à la lutte contre la radicalisation travaille en étroite collaboration avec différents projets du PNUD afin d'apporter une réponse intégrée au problème de la radicalisation (*Projet d'appui à la finance inclusive, programme de décentralisation et de développement local, etc.*). Les institutions gouvernementales (*Ministère de la jeunesse, de l'emploi et de l'entrepreneuriat, des Droits de l'homme, de la sécurité publique et de l'immigration, de l'éducation nationale, etc.*) ont été impliquées depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre du projet.

Sur le terrain, les équipes collaborent avec différentes agences des Nations Unies (UNICEF, UNHCR, UNFPA, OCHA) et des associations locales.

Le partenariat avec le conseil supérieur des affaires islamique s'inscrit dans le cadre de l'octroi d'une subvention pour la mise en œuvre des activités du projet dans le domaine religieux. C'est une manière d'impliquer directement les acteurs religieux dans la mise en œuvre du projet, mais aussi et surtout favoriser une appropriation du projet par la communauté islamique du Tchad.

LES INTERVENTIONS DU PNUD TCHAD

1. LES INSTITUTIONS

- ✓ La formation des leaders religieux au système d'alerte précoce de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- ✓ La mise en place d'un système d'alerte précoce au sein de la communauté islamique afin de renforcer sa capacité à détecter et alerter les éventuels cas de radicalisation islamiste ;
- ✓ La mise en place de comités de paix et de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent au sein de la communauté islamique.

2. LES INDIVIDUS

- ✓ La sensibilisation des jeunes (filles et garçons) sur les moyens de prévention de la radicalisation et sur la citoyenneté ;
- ✓ L'implication des femmes prédicatrices dans la sensibilisation de premier niveau (familiale) et de second niveau (communautaire) ;
- ✓ La diffusion d'émissions de sensibilisation et de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en langue locale et arabe.

3. LES IDEOLOGIES

- ✓ Elaboration d'un guide de formation des imams et prédicateurs islamiques afin d'harmoniser le contenu des prêches, en mettant l'accent sur la tolérance, la coexistence pacifique, la promotion de l'islam non-violent ;
- ✓ L'organisation de sessions de dialogues et d'échanges intra/inter-religieux.

REVUE DE LA LITTERATURE

1. UNHCR, Rapport du cluster Abris/AME/CCCM au 31/10/2016.
2. UNDAF 2017-2021, United Nations Development Assistance Framework.
3. UNITED NATION, *Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent* (A/70/674, 24.12.2015).
4. WORLD BANK, *Wolfram alpha knowledgebase report*, 2015.
5. UNDP, *Preventing and responding to violent extremism in Africa: a development approach*, United Nations Development Programme, Regional and Multi-Country Project Document, 2016.
6. UNDP TCHAD, Newsletter 001, *Projet d'appui à la lutte contre la radicalisation*, UNDP TCHAD, Décembre 2016.
7. OCHA, Plan de réponse humanitaire, Janvier-Décembre 2017.
8. UNDP, *Etude des perceptions sur les facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violence dans les régions frontières du sahel*, Rapport international de recherche 2015.
9. UNITED NATIONS, Department of economic and Social Affairs/population Division *21 World Population Prospects: The 2015 Revision, Key Findings and Advance Tables*. UNESCO, 2015.
10. Université du Maryland, *Base de données mondiale sur le terrorisme*, (2000-2014).

DONNEES D'ENQUETE

1. Localités visitées

Région du Lac Tchad

- Bol rural
- Bol urbain
- Iles insulaires

N'Djaména

2. Méthode/outils de collecte/traitement et analyse de données

Une enquête participative a permis de collecter les données primaires. L'observation participante, des entretiens semi-directifs, des focus groups et une revue de la littérature, constituent les principaux outils de collecte de données. La double triangulation (*source de données et contenu des données*) nous a permis de vérifier la fiabilité des données collectées.

3. Interviews semi-directifs réalisés

- Issa Moussa, *Délégué de l'éducation Nationale de la région du Lac*.
- Dr. Mahamat Sakine, *Leader religieux du conseil supérieur des affaires islamiques*.
- Enoch, *Point focal G5sahel Tchad*.
- Bodoum, *Sultan de la Région du Lac*
- Benayal Ndoloum Waoum, *Directeur Adjoint des affaires religieuses et coutumières, chef d'antenne G5 Sahel, Axe Radicalisation et extrémisme violent, Tchad*.

STAFF PROJECT

Ramillo Rudaragi

Project Coordinator

ramillo.rudaragi@undp.org

+235 65 91 91 90

Coulibaly Bakary Shighata

Suivi-evaluation et communication

bakary.coulibaly@undp.org

+235 65 81 19 26

JOINT US

Facebook: UNDP Bol

Tweeter: @deradicaliser

Website: www.td@undp.org

You tube: PNUD-TCHAD





VOLONTAIRES ONU



*Au service
des peuples
et des nations*

United Nations Development Programme

Route de Farcha,
Rond-point de la Francophonie,
Villas des Hôtes N°Djamena Tchad.

Tél : +235 22 51 57 57

Fax : +235 22 51 93 30

Email : registry.td@undp.org